

Distr.
GENERALE

E/1992/INF/5
13 mai 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

DECISIONS ADOPTEES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
A LA REPRISE DE SA SESSION D'ORGANISATION POUR 1992*
29 et 30 avril 1992

* Le texte provisoire des décisions est distribué pour information dans le présent document. Le texte définitif paraîtra comme Supplément No 1 des Documents officiels du Conseil économique et social, 1992 (E/1992/92).

92-20459 9092V (F) 020692 020692

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 2

TABLE DES MATIERES

DECISIONS

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
1992/215	Election du Bureau	1	29 avril 1992	3
1992/216	Elections, présentation de candidatures et nominations	3	29 et 30 avril 1992	3
1992/217	Programme de travail de la session de fond de 1992 du Conseil économique et social	2	30 avril 1992	6
1992/218	Création de nouveaux organes subsidiaires du Conseil économique et social	2	30 avril 1992	8
1992/219	Nouvelle reprise de la session d'organisation de 1992 du Conseil économique et social	2	30 avril 1992	9
1992/220	Réunion du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires	2	30 avril 1992	10

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 3

1992/215. Election du Bureau

A sa 4e séance plénière, le 29 avril 1992, le Conseil économique et social a décidé de reporter à sa session de fond de 1992 l'examen du point intitulé "Election du Bureau" (point 1).

1992/216. Elections, présentation de candidatures et nominations

De sa 4e à sa 6e séance plénière, les 29 et 30 avril 1992, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après en ce qui concerne l'élection de membres de ses organes subsidiaires :

Elections

COMMISSION DE STATISTIQUE

Les huit Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993 : AUSTRALIE, BRESIL, INDE, JAPON, MEXIQUE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, SUEDE et UKRAINE.

COMMISSION DE LA POPULATION

Les sept Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993 : ALLEMAGNE, BANGLADESH, BELGIQUE, CANADA, COLOMBIE, HONGRIE et NICARAGUA.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les Etats d'Afrique pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993.

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Les 10 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993 : BOLIVIE, CAMEROUN, CHILI, CHINE, DANEMARK, MALTE, PAYS-BAS, PHILIPPINES, YOUGOSLAVIE et ZIMBABWE.

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Les 14 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1993 : BRESIL, ETATS-UNIS D'AMERIQUE, FINLANDE, FRANCE, GUINEE-BISSAU, MALAISIE, MAURICE, MEXIQUE, PAKISTAN, POLOGNE, REPUBLIQUE DE COREE, ROUMANIE, SOUDAN et TOGO.

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Les 11 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993 : ALGERIE, AUSTRALIE, AUTRICHE, BELARUS, COLOMBIE, CUBA, FRANCE, GUINEE-BISSAU, JAPON, SOUDAN et THAILANDE.

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 5

COMMISSION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS

Les 12 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993 : BAHAMAS, CANADA, CHINE, EMIRATS ARABES UNIS, FRANCE, HONGRIE, ITALIE, JAMAIQUE, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE, PAYS-BAS, SUEDE et VENEZUELA.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de cinq membres à choisir parmi les Etats d'Afrique, d'un membre à choisir parmi les Etats d'Asie et d'un membre à choisir parmi les Etats d'Europe orientale, pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Les 10 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er août 1992 : ALLEMAGNE, BULGARIE, CANADA, CHINE, COLOMBIE, COSTA RICA, MOZAMBIQUE, NEPAL, PAYS-BAS et SUEDE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Les 16 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de trois ans prenant effet le premier jour de la réunion d'organisation du Conseil d'administration, qui doit avoir lieu en février 1993, et venant à expiration la veille de la réunion d'organisation trois ans plus tard : ALLEMAGNE, BENIN, COTE D'IVOIRE, EQUATEUR, INDE, IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'), JAMAIQUE, PAYS-BAS, PEROU, POLOGNE, PORTUGAL, REPUBLIQUE DE COREE, SOUDAN, SUEDE, SUISSE et TCHECOSLOVAQUIE.

COMMISSION DES SOCIETES TRANSNATIONALES

Les 14 Etats Membres suivants ont été élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1993 : ALGERIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE, BELARUS, BENIN, CHINE, FRANCE, JAPON, PEROU, ROUMANIE, SUISSE, TUNISIE, URUGUAY et ZIMBABWE.

Le Conseil a aussi élu les BAHAMAS pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1993.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de a) deux membres à choisir parmi les Etats d'Asie pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1993 et b) d'un membre à choisir parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1993.

GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS DES NORMES INTERNATIONALES DE COMPTABILITE ET DE PUBLICATION

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 6

Le Conseil a élu l'URUGUAY pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1994.

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 7

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats d'Asie et d'un membre à choisir parmi les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1993.

COMITE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE

Les six Etats suivants ont été élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1993 : DANEMARK, HONGRIE, INDE, ITALIE, NIGER et REPUBLIQUE DOMINICAINE.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats de la liste A figurant dans le rapport du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire sur les travaux de sa première session extraordinaire 1/.

COMITE DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Les neuf experts suivants ont été élus pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er janvier 1993 : Madoe Virginie Ahodikpe (Togo), Juan Alvarez Vita (Pérou), Dumitru Ceausu (Roumanie), Abdessatar Grissa (Tunisie), María de los Angeles Jiménez Butragueño (Espagne), Kenneth Osborne Rattray (Jamaïque), Chikako Taya (Japon), Philippe Texier (France) et Margerita Vysokajová (Tchécoslovaquie).

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

En application de la résolution 46/105 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1991, dans laquelle l'Assemblée a décidé de porter de 44 à 46 le nombre des Etats membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Conseil a élu l'ETHIOPIE et la HONGRIE membres du Comité exécutif.

Présentation de candidatures

CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

Conformément à la résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1974, le Conseil a présenté la candidature des Etats Membres suivants en vue de leur élection par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1993 :

a) Etats d'Afrique (trois sièges à pourvoir) : GUINEE-BISSAU, NIGERIA et TUNISIE;

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 8

1/ E/1991/69, appendice A.

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 9

- b) Etats d'Asie (trois sièges à pourvoir) : IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D') et JAPON;
- c) Etats d'Europe orientale (un siège à pourvoir) : HONGRIE;
- d) Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (deux sièges à pourvoir) : EQUATEUR et PEROU;
- e) Etats d'Europe occidentale et autres Etats (trois sièges à pourvoir) : FRANCE, ITALIE et NORVEGE.

COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

En application de sa résolution 2008 (LX) du 14 mai 1976 et de la décision 42/450 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1987, le Conseil a présenté la candidature des Etats Membres suivants en vue de leur élection par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session, pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er janvier 1993 :

- a) Etats d'Afrique (trois sièges à pourvoir) : EGYPTE, KENYA et TOGO;
- b) Etats d'Asie (trois sièges à pourvoir) : CHINE, JAPON et REPUBLIQUE DE COREE;
- c) Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (un siège à pourvoir) : NICARAGUA.

Nominations

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Le Conseil a nommé les trois personnes ci-après membres du Conseil d'administration pour un mandat de trois ans prenant effet le 1er juillet 1992 : Ihsan Abdalla Algabshawi (Soudan), Aida González Martínez (Mexique) et Els Postel-Coster (Pays-Bas).

1992/217. Programme de travail de la session de fond de 1992 du Conseil économique et social

I

Programme de travail du Conseil économique et social

A sa 7e séance plénière, le 30 avril 1992, le Conseil économique et social, ayant fait le point des préparatifs en vue de sa session de fond de 1992, a décidé que, à titre exceptionnel et sans préjudice des dispositions de la résolution 45/264 de l'Assemblée générale, en date du 13 mai 1991, le

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 10

programme de travail de la session de fond devrait être le suivant :

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 11

29 juin	Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour
30 juin-2 juillet	Travaux des comités (Comité économique et Comité social)
6-8 juillet	Débat de haut niveau
9-10 et 13-14 juillet	Débat consacré aux questions de coordination
15-17 juillet	Débat consacré aux activités opérationnelles Travaux des comités (Comité social)
20-24 et 27-28 juillet	Travaux des comités (Comité économique et Comité social)
29-30 juillet	Séances plénières
31 juillet	Conclusion des travaux du Conseil

II

Débat de haut niveau du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social a décidé que :

a) La séance du 6 juillet serait réservée aux déclarations des ministres et autres représentants de haut niveau;

b) La journée de dialogue sur les politiques avec les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies chargés des questions de financement multilatéral et de commerce aurait lieu le 7 juillet et les chefs de secrétariat seraient invités à soumettre à l'avance le texte de leur déclaration;

c) Les chefs de délégation seraient priés de ne pas faire plus de trois déclarations de cinq minutes au plus chacune au cours des trois journées et à soumettre à l'avance le texte de leurs principales déclarations. Une conférence de presse ou une réunion d'information avec les médias serait organisée à l'intention des chefs de délégation intéressés;

d) Le débat de haut niveau se tiendrait dans la salle du Conseil économique et social, qui se prête aux tables rondes et au dialogue entre participants. Pendant toute la durée du débat, le Président du Conseil devrait jouer un rôle de premier plan en stimulant les échanges entre participants, en résumant les discussions au fur et à mesure de leur déroulement et en prenant

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 12

l'initiative des différentes étapes du dialogue.

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 13

III

Débat consacré aux questions de coordination

Le Conseil économique et social, rappelant sa décision 1992/204 du 7 février 1992 sur le débat du Conseil économique et social en 1992 consacré aux questions de coordination a décidé que :

- a) Le Bureau, avec le concours du Secrétariat, désignerait plusieurs chefs de secrétariat d'institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies qui seraient plus spécialement invités à prendre part aux échanges de vues portant sur les deux thèmes retenus. Le Président du Conseil adresserait alors une invitation personnelle à ces chefs de secrétariat;
- b) Les chefs de secrétariat seraient priés de soumettre à l'avance le texte de leur déclaration;
- c) Le débat débiterait par une brève présentation des déclarations des chefs de secrétariat les plus directement concernés par les questions traitées; leurs observations porteraient essentiellement sur le thème à l'examen;
- d) Les chefs de secrétariat seraient encouragés à identifier, dans leurs déclarations, les problèmes de coordination auxquels ils se heurtent, et notamment ceux qui sont imputables à une coordination insuffisante au sein des gouvernements, à l'échelon national;
- e) Sans préjudice du droit de tous les Etats de participer au débat, les groupes régionaux et groupes d'intérêt représentés au Conseil seraient encouragés à choisir parmi leurs membres des "animateurs des débats" qui entreprendraient les recherches nécessaires sur les thèmes à l'examen;
- f) Le débat s'achèverait par des recommandations destinées aux organismes des Nations Unies concernant les deux thèmes à l'examen.

1992/218. Création de nouveaux organes subsidiaires du Conseil économique et social

A sa 7e séance, le 30 avril 1992, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 46/235 de l'Assemblée générale du 13 avril 1992, relative à la restructuration et à la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, a décidé :

- a) De supprimer son Comité des ressources naturelles;
- b) De créer une Commission technique de la science et de la technique au service du développement, un Comité des ressources naturelles et un Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 14

développement, conformément à la résolution 46/235 de l'Assemblée générale;

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 15

c) De prier le Secrétaire général de lui présenter, pour approbation, à sa session de fond de 1992, l'ensemble des mandats des nouveaux organes subsidiaires, conformément aux dispositions de la résolution 46/235 de l'Assemblée générale;

d) D'organiser, à titre exceptionnel, à sa session de fond de 1992, des élections au cours desquelles seraient désignés les membres des organes susmentionnés;

e) De prier le Secrétaire général de lui présenter, à sa session de fond de 1992, un projet d'ordre du jour provisoire de la Commission de la science et de la technique au service du développement et des recommandations relatives au programme de travail du Comité des ressources naturelles;

f) Que la Commission de la science et de la technique au service du développement et le Comité des ressources naturelles tiendraient leur première session respectivement du 12 au 23 avril 1993 et du 22 mars au 2 avril 1993.

1992/219. Nouvelle reprise de la session d'organisation de 1992
du Conseil économique et social

1. A sa 7e séance plénière, le 30 avril 1992, le Conseil économique et social, dans l'esprit de la restructuration et de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 45/264, du 13 mai 1991, et 46/235, du 13 avril 1992, et comme suite à la demande formulée par la Commission des droits de l'homme dans sa décision 1992/117, du 5 mars 1992 2/, a décidé, à titre exceptionnel et sans préjudice des dispositions de la résolution 45/264 de l'Assemblée générale, de tenir une nouvelle reprise de sa session d'organisation les 28 et 29 mai 1992 pour assurer le fonctionnement continu, rapide et efficace de ses organes subsidiaires.

2. A la reprise de sa session d'organisation, le Conseil examinerait et arrêterait les mesures administratives provisoires correspondant aux mandats adoptés par la Commission des droits de l'homme à sa quarante-huitième session, qui s'appliqueraient à titre temporaire en attendant que le Conseil ait pris une décision officielle concernant ces mandats à sa session de fond de 1992, étant entendu que ces mesures ne devaient pas être interprétées comme une confirmation des mandats, décision que le Conseil ne peut prendre qu'après avoir procédé à un débat de fond.

3. Le Conseil a souligné que cette décision était prise étant bien entendu qu'elle répondait aux besoins d'une situation exceptionnelle résultant de la réorganisation de ses travaux. Il était donc entendu que cette décision ne

E/1992/INF/5
Français
Page 16

2/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1992,
Supplément No 2 (E/1992/22).

/...

E/1992/INF/5
Français
Page 17

devait en aucun cas constituer un précédent et que le Conseil avait l'intention de faire en sorte qu'à l'avenir, les dispositions administratives en vue de l'exécution d'activités en application de mandats du Conseil soient prises sur la base d'un examen de fond et après approbation expresse de chacun des mandats par le Conseil. Il a été convenu que la nécessité de respecter strictement cette pratique serait une préoccupation primordiale dans l'organisation future de tous les travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, conformément à la résolution 45/264 de l'Assemblée générale.

4. Les dispositions administratives provisoires arrêtées par le Conseil à la reprise de sa session d'organisation pour faciliter la tâche des rapporteurs/représentants spéciaux et des groupes de travail prendraient automatiquement fin si les mandats n'étaient pas confirmés par le Conseil à sa session de fond de 1992.

5. A la reprise de sa session d'organisation, le Conseil déciderait de la répartition des sièges entre les différentes régions dans les trois organes subsidiaires que l'Assemblée générale l'avait prié de créer dans sa résolution 46/235, à savoir la Commission de la science et de la technique au service du développement, le Comité des ressources naturelles et le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement.

6. Le Conseil a décidé qu'aucune disposition figurant dans la présente décision ne saurait en aucun cas être considérée comme préjugant ou déterminant le débat de fond sur les droits de l'homme, y compris la question des mandats, qui aurait lieu au cours de la session de fond de 1992 du Conseil.

7. Le Conseil a aussi décidé d'examiner, à la reprise de sa session d'organisation, les questions méritant d'être examinées d'urgence qui lui seraient renvoyées par d'autres organes subsidiaires.

1992/220. Réunion du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

A sa 7e séance plénière, le 30 avril 1992, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à se réunir du 18 au 22 mai 1992.

/...